

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.8.2011.TREATIES-2 (Notification dépositaire)

CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, TELLE QUE
MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE LA
CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961

NEW YORK, 8 AOÛT 1975

BOLIVIE (ÉTAT PLURINATIONAL DE) : PROPOSITION D'AMENDEMENTS À L'ALINÉA C) DU
PARAGRAPHE 1 ET E) DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 49¹

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Référence est faite à la décision prise par le Conseil économique et social au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention susmentionnée, d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de l'article 47, qui stipule que le Conseil économique et social demande aux parties si elles acceptent la proposition d'amendement et aussi les prie de soumettre au Conseil leurs commentaires sur la proposition. Le Secrétaire général a communiqué aux parties concernées le texte de la décision du Conseil par la notification dépositaire C.N.474.2009.TREATIES-3 en date du 30 juillet 2009.

Le 28 décembre 2010, le Secrétaire général a reçu une note verbale en date du 27 décembre 2010 de la Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies, adressée au Cabinet du Secrétaire général, concernant cette question. Le Secrétaire général a ensuite communiqué au Conseil, par voie d'une note du Secrétaire général, la note verbale reçue de la Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

... Le 18 janvier 2011, le Secrétaire général a reçu du Conseil économique et social le document du Conseil ci-joint E/2011/10 en date du 10 janvier 2011, pour diffusion à tous les États parties.

Le 18 janvier 2011



¹ Voir notification dépositaire C.N.194.2009.TREATIES-2 du 6 avril 2009 (Proposition d'amendements par la Bolivie à l'article 49, paragraphes 1 c) et 2 e).

Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.



2011 年组织会议

2011 年 1 月 18 日、2 月 15 至 18 日
以及 4 月 27 日和 28 日

临时议程* 项目 3

理事会基本工作方案

经《修正 1961 年麻醉品单一公约的议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》(1975 年 8 月 8 日, 纽约)

多民族玻利维亚国对第四十九条第一项(3)款和第二项(5)款的修正提案

秘书长的说明

经济及社会理事会在 2009 年 7 月 30 日第 2009/250 号决定中注意到秘书长关于多民族玻利维亚国政府对经 1972 年《议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》¹ 第四十九条第一项(3)款和第二项(5)款的修正提案的说明,² 决定根据经修正的《公约》第四十七条第一项启动该条第一项(2)款规定的程序, 该款规定查询各缔约国是否接受所提议之修正案, 并请其向经济及社会理事会提出关于此项提议的意见。

在 2009 年 7 月 30 日保存通知³ 中, 秘书长以保存人的名义向《公约》缔约方转递了理事会第 2009/250 号决定。

秘书长谨向理事会转递 2010 年 12 月 27 日前南斯拉夫的马其顿共和国常驻联合国代表团的普通照会(见附件)。

* E/2010/2。

¹ E/2009/78。

² 联合国,《条约汇编》,第 976 卷,第 14152 号。

³ C. N. 474. 2009. TREATIES. 3。



附件

2010年12月27日前南斯拉夫的马其顿共和国常驻联合国代表团给秘书长办公厅的普通照会

前南斯拉夫的马其顿共和国常驻联合国代表团向秘书长办公厅致意，并转达马其顿共和国政府对《1961年麻醉品单一公约》的立场：

- 根据《公约》第四条规定的一般义务，马其顿共和国政府反对删除所有提及古柯叶的内容，不支持玻利维亚提议的修正案。
- 所提议的修正案拟从《1961年公约》中删除所有提及咀嚼古柯叶的内容。该《公约》目前将古柯叶列为受管制物质。马其顿共和国的立场与世界卫生组织一致，建议不更改任何管制措施。
- 马其顿政府关切的是，如果玻利维亚的提案被接受，《公约》的完整性会受到损害。

**Economic and Social Council**Distr.: General
10 January 2011

Original: English

Organizational session of 2011

18 January, 15-18 February and 27 and 28 April 2011

Agenda item 3 of the provisional agenda*

Basic programme of work of the Council

**Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, as amended by
the Protocol amending the Single Convention on Narcotic
Drugs, 1961 (New York, 8 August 1975)****Proposal of amendments by the Plurinational State of Bolivia to
article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e)****Note by the Secretary-General**

In its decision 2009/250 of 30 July 2009, the Economic and Social Council, taking note of the note by the Secretary-General¹ on the proposal of the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e), of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961 as amended by the 1972 Protocol,² decided, in accordance with article 47, paragraph 1, of the Convention as amended, to initiate the procedures established in paragraph 1 (b) of that article, which states that the parties shall be asked whether they accept the proposed amendment and also asked to submit to the Economic and Social Council any comments on the proposal.

The Secretary-General, acting in his capacity as depositary, communicated to the parties to the Convention the text of Council decision 2009/250 in a Depositary Notification³ dated 30 July 2009.

The Secretary-General is hereby communicating to the Council a note verbale dated 27 December 2010 from the Permanent Mission of the former Yugoslav Republic of Macedonia to the United Nations (see annex).

* E/2010/2.

¹ E/2009/78.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

³ C.N.474.2009.TREATIES.3.



Annex

Note verbale dated 27 December 2010 from the Permanent Mission of the former Yugoslav Republic of Macedonia to the United Nations addressed to the Executive Office of the Secretary-General

The Permanent Mission of the Republic of Macedonia to the United Nations presents its compliments to the Executive Office of the Secretary-General of the United Nations and, in relation to the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, has the honour to transmit the following position of the Government of the Republic of Macedonia:

- The Government of the Republic of Macedonia, in accordance with its general obligations under article 4 of the Convention, will be against the removal of all references to the coca leaf and will not support the proposed Bolivian amendment.
- Through the proposed amendment all references to coca leaf chewing would be removed from the 1961 Convention, which currently lists the coca leaf as a controlled substance. The position of the Republic of Macedonia is in line with that of the World Health Organization, which recommended not changing any control measures.
- The Macedonian Government is concerned that the integrity of the Convention may be compromised if the Bolivian proposal is accepted.

**Conseil économique et social**

Distr. générale
10 janvier 2011
Français
Original : anglais

Session d'organisation de 2011
18 janvier, 15-18 février et 27 et 28 avril 2011
Point 3 de l'ordre du jour provisoire*
Programme de travail de base du Conseil

**Convention unique sur les stupéfiants de 1961
telle que modifiée par le Protocole portant
amendement de la Convention unique
sur les stupéfiants de 1961 (New York, 8 août 1975)**

**Propositions de l'État plurinational de Bolivie tendant
à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49**

Note du Secrétaire général

Dans sa décision 2009/250 du 30 juillet 2009, le Conseil économique et social, prenant note de la communication diffusée par le Secrétaire général¹ au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972², a décidé, conformément au paragraphe 1 de l'article 47 de ladite convention unique, d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de cet article, qui dispose que le Conseil économique et social pourra décider de demander aux parties si elles acceptent l'amendement proposé et aussi de les prier de présenter éventuellement au Conseil leurs observations sur cette proposition.

Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué aux parties à la Convention le texte de la décision 2009/250 du Conseil économique et social, dans une notification de dépôt³ datée du 30 juillet 2009.

Le Secrétaire général communique par la présente au Conseil économique et social le texte d'une note verbale de la Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies datée du 27 décembre 2010 (voir annexe).

* E/2010/2.

¹ E/2009/78.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

³ C.N.474.2009.TREATIES.3.



Annexe

**Note verbale datée du 27 décembre 2010 adressée
au Cabinet du Secrétaire général par la Mission permanente
de l'ex-République yougoslave de Macédoine**

La Mission permanente de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation et a l'honneur de lui transmettre la position suivante de son gouvernement concernant la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 :

- Conformément aux obligations générales qui lui incombent au titre de l'article 4 de la Convention, le Gouvernement de la République de Macédoine s'oppose à la suppression de toutes les références à la feuille de coca et n'appuiera pas la modification proposée par la Bolivie.
- La modification proposée aurait pour conséquence de supprimer toutes les références à la mastication de la feuille de coca de la Convention de 1961 alors que cette feuille fait actuellement partie des substances placées sous contrôle. La position de la République de Macédoine est conforme à celle de l'Organisation mondiale de la Santé, qui recommande de ne rien changer aux mesures de contrôle.
- Le Gouvernement macédonien craint que l'acceptation de la proposition bolivienne ne compromette l'intégrité de la Convention.



Организационная сессия 2011 года
18 января, 15–18 февраля и 27 и 28 апреля 2011 года
Пункт 3 предварительной повестки дня*
Основная программа работы Совета

**Единая конвенция о наркотических средствах
1961 года с поправками, внесенными в нее
в соответствии с Протоколом о поправках
к Единой конвенции о наркотических средствах
1961 года (Нью-Йорк, 8 августа 1975 года)**

**Предложение Многонационального Государства Боливия
о внесении поправок в пункты 1 (с) и 2 (е) статьи 49**

Записка Генерального секретаря

В своем решении 2009/250 от 30 июля 2009 года Экономический и Социальный Совет, приняв к сведению записку Генерального секретаря¹, касающуюся предложения правительства Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в пункты 1 (с) и 2 (е) статьи 49 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом 1972 года², постановил, со ссылкой на пункт 1 статьи 47 Конвенции с внесенными в нее поправками, приступить к выполнению процедур, установленных в пункте 1 (b) данной статьи, который предусматривает, что следует опросить стороны, принимают ли они предложенную поправку, а также просить их представить Экономическому и Социальному Совету любые замечания по поводу этого предложения.

Действуя в качестве депозитария, Генеральный секретарь направил сторонам Конвенции текст решения 2009/250 Совета в депозитарном уведомлении³ от 30 июля 2009 года.

* E/2010/2.

¹ E/2009/78.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

³ C.N.474.2009.TREATIES.3.



Настоящим Генеральный секретарь препровождает Совету вербальную ноту Постоянного представительства бывшей югославской Республики Македония при Организации Объединенных Наций от 27 декабря 2010 года (см. приложение).

Приложение

Вербальная нота Постоянного представительства бывшей югославской Республики Македония при Организации Объединенных Наций от 27 декабря 2010 года в адрес Канцелярии Генерального секретаря

Постоянное представительство бывшей югославской Республики Македония при Организации Объединенных Наций свидетельствует свое уважение Канцелярии Генерального секретаря Организации Объединенных Наций и, ссылаясь на Единую конвенцию о наркотических средствах 1961 года, имеет честь изложить следующую позицию Правительства Республики Македония:

- Руководствуясь своими общими обязательствами по статье 4 Конвенции, Правительство Республики Македония будет против изъятия всех ссылок на лист коки и не поддержит предложенную боливийскую поправку.
- Предложенная поправка предусматривает изъятие всех ссылок на жевание листьев коки из Конвенции 1961 года, в которой лист коки отнесен к числу контролируемых веществ. Позиция Республики Македония согласуется с позицией Всемирной организации здравоохранения, которая рекомендовала не менять никаких мер контроля.
- Македонское правительство озабочено возможностью ослабления целостности Конвенции в случае принятия боливийского предложения.

**Consejo Económico y Social**

Distr. general
10 de enero de 2011
Español
Original: inglés

Período de sesiones de organización de 2011

18 de enero, 15 a 18 de febrero y 27 y 28 de abril de 2011

Tema 3 del programa provisional*

Programa básico de trabajo del Consejo

**Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes,
enmendada por el Protocolo de Modificación de
la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes
(Nueva York, 8 de agosto de 1975)****Propuesta de enmiendas a los incisos 1 c) y 2 e) del artículo 49
presentada por el Estado Plurinacional de Bolivia****Nota del Secretario General**

En su decisión 2009/250, de 30 de julio de 2009, el Consejo Económico y Social, tomando nota de la nota del Secretario General¹ sobre la propuesta del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia de enmendar los incisos 1 c) y 2 e) del artículo 49 de la Convención Única sobre Estupefacientes de 1961, modificada por el Protocolo de 1972², decidió, de conformidad con lo dispuesto en el inciso 1 del artículo 47 de la Convención en su forma enmendada, iniciar los procedimientos establecidos en el inciso 1 b) de dicho artículo, en que se dispone que se pregunte a las partes si aceptan la modificación propuesta y se les pida que presenten al Consejo comentarios acerca de la misma.

El Secretario General, actuando en su calidad de depositario, comunicó a las partes en la Convención el texto de la decisión 2009/250 del Consejo en una notificación del depositario³ de fecha 30 de julio de 2009.

El Secretario General comunica por la presente al Consejo Económico y Social una nota verbal de fecha 27 de diciembre de 2010 enviada por la Misión Permanente de la ex República Yugoslava de Macedonia ante las Naciones Unidas (véase el anexo).

* E/2011/2.

¹ E/2009/78.

² Naciones Unidas, *Treaty Series*, vol. 976, núm. 14152.

³ C.N.474.2009.TREATIES.3.



Anexo

Nota verbal de fecha 27 de diciembre de 2010 dirigida a la Oficina Ejecutiva del Secretario General por la Misión Permanente de la ex República Yugoslava de Macedonia ante las Naciones Unidas

La Misión Permanente de la ex República Yugoslava de Macedonia ante las Naciones Unidas saluda atentamente a la Oficina Ejecutiva del Secretario General de las Naciones Unidas y, en relación con la Convención Única de 1961 sobre estupefacientes, tiene el honor de transmitir la siguiente posición de su Gobierno:

- El Gobierno de la República de Macedonia, de conformidad con las obligaciones generales estipuladas en el artículo 4 de la Convención, se opondrá a que se elimine toda referencia a la hoja de coca y no apoyará la enmienda propuesta por Bolivia.
- La enmienda propuesta eliminaría toda referencia a la masticación de hoja de coca de la Convención de 1961, en la que la hoja de coca figura actualmente entre las sustancias sujetas a fiscalización. La posición de la República de Macedonia coincide con la de la Organización Mundial de la Salud, que recomendó no modificar ninguna de las medidas de fiscalización.
- Preocupa al Gobierno de Macedonia que la aceptación de la propuesta de Bolivia atente contra la integridad de la Convención.

مذكرة شفوية مؤرخة ٢٧ كانون الأول/ديسمبر ٢٠١٠ موجهة إلى المكتب التنفيذي للأمين العام من البعثة الدائمة لجمهورية مقدونيا اليوغسلافية السابقة لدى الأمم المتحدة

تهدي البعثة الدائمة لجمهورية مقدونيا اليوغسلافية السابقة لدى الأمم المتحدة تحياتها إلى المكتب التنفيذي للأمين العام، وتشرف بأن تحيل إليه الموقف التالي لحكومة جمهورية مقدونيا بشأن الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١:

- إن حكومة جمهورية مقدونيا، وفقا لالتزاماتها العامة بموجب المادة ٤ من الاتفاقية، ستقف ضد إزالة جميع المراجع إلى أوراق الكوكا ولن تؤيد التعديل البوليفي المقترح.
- من خلال التعديل المقترح ستزال جميع الإشارات إلى مضغ أوراق الكولا من اتفاقية سنة ١٩٦١، التي تدرج حاليا أوراق نبتة الكوكا في قائمة المواد الخاضعة للرقابة. ويتمشى موقف جمهورية مقدونيا مع موقف منظمة الصحة العالمية، التي أوصت بعدم تغيير أية تدابير للرقابة.
- يساور حكومة مقدونيا القلق من أنه إذا قبل المقترح البوليفي، فقد يمس ذلك من سلامة الاتفاقية.

المادة، التي تنص على سؤال الأطراف إن كانت تقبل التعديل المقترح ودعوها أيضا إلى موافاة المجلس الاقتصادي والاجتماعي بأي ملاحظات على المقترح.

وقام الأمين العام، بصفته وديع الاتفاقية، بإبلاغ الأطراف في الاتفاقية بنص مقرر المجلس ٢٥٠/٢٠٠٩ في إخطار إيداع^(٣) مؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩.

ويبلغ الأمين العام المجلس بموجب هذا بمذكرة شفوية مؤرخة ٢٧ كانون الأول/ديسمبر ٢٠١٠ موجهة من البعثة الدائمة لجمهورية مقدونيا اليوغسلافية السابقة لدى الأمم المتحدة (انظر المرفق).

Distr.: General
10 January 2011
Arabic
Original: English

المجلس الاقتصادي والاجتماعي



الدورة التنظيمية لعام ٢٠١١

١٨ كانون الثاني/يناير، و ١٥-١٨ شباط/

فبراير، و ٢٧ و ٢٨ نيسان/أبريل ٢٠١١

البند ٣ من جدول الأعمال المؤقت*

برنامج العمل الأساسي للمجلس

الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب
البروتوكول المعدل للاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١
(نيويورك، ٨ آب/أغسطس ١٩٧٥)

المقترح المقدم من دولة بوليفيا المتعددة القوميات بإدخال تعديلات على
الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩

مذكرة من الأمين العام

في المقرر ٢٥٠/٢٠٠٩ المؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩، قرر المجلس الاقتصادي والاجتماعي، وقد أحاط علماً بمذكرة الأمين العام^(١) المتعلقة بمقترح حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات بتعديل الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩ من الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، المعدلة بموجب بروتوكول عام ١٩٧٢^(٢)، أن يشرع، وفقاً للفقرة ١ من المادة ٤٧ من الاتفاقية المعدلة، في الإجراءات المقررة في الفقرة ١ (ب) من تلك

* E/2011/2

(١) E/2009/78

(٢) الأمم المتحدة، مجموعة المعاهدات، المجلد ٩٧٦، الرقم ١٤١٥٢.



الرجاء إعادة استعمال الورق

140111 130111 11-20388 (A)

